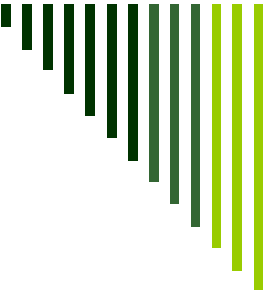


Imposition des petites entreprises et équité

Abdellatif ZAGHNOUN
Directeur Général des Impôts

*4ème Conférence Globale de l'ITD
Inde, 7-9 décembre 2011*



Le rôle de la petite et moyenne entreprise dans l'économie marocaine

Au Maroc, les PME constituent une composante essentielle du tissu économique :

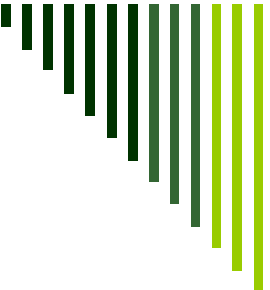
- elles représentent plus de 95% de l'ensemble des entreprises ;
 - elles génèrent plus de 50 % des emplois ;
 - elles contribuent à :
 - ❖ *20% de la valeur ajoutée*
 - ❖ *30% des exportations*
 - ❖ *40% de la production et à 50% à l'investissement*
-



Classification des entreprises

Au plan fiscal, la classification des entreprises se fait sur la base de leur chiffre d'affaires :

- les grandes entreprises réalisent un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions de DH hors TVA ;
 - les PME réalisent un chiffre d'affaires compris entre 50 millions de DH hors TVA et 3 millions de DH hors TVA ;
 - *depuis 2011, sont considérées comme très petites entreprises (TPE) celles qui ont un chiffre d'affaires annuel égal ou inférieur 3 millions de DH hors TVA.*
-



Répartition de la contribution fiscale des entreprises

- Les grandes entreprises, qui représentent à peine 2% de l'effectif total, contribuent pour 80% des recettes fiscales de l'impôt sur les sociétés
 - 78% des TPE, en 2010, ont déclaré un CA inférieur à 3 millions de DH et 85% d'entre elles déclarent un résultat nul ou déficitaire
-



Répartition des contribuables : entreprises et professionnels

Professionnels soumis à l'impôt sur le revenu :

383 522 personnes physiques

Répartition par régime d'imposition :

- le réel : 16,20%
- le simplifié : 9%
- Le forfait : 74,80%

Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés :

165 740 entreprises

Répartition par taille :

- 2% de grandes entreprises
- 20% de PME
- 78% de TPE



Régime d'imposition des entreprises

Il existe trois taux d'IS :

- Un taux de 37% qui s'applique aux secteurs financiers et des assurances
 - Un taux de 30% pour l'ensemble des entreprises.
 - *En 2011, un taux d'IS réduit de 15% a été institué en faveur des TPE qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 3 Millions de DH.*
-



Régime d'imposition des professionnels

Les professionnels sont soumis à l'IR selon un barème progressif qui tient compte des capacités contributives de chaque contribuable :

- les revenus nets imposables qui n'excèdent pas 30 000 DH par an sont exonérés ;
 - le taux marginal d'imposition est de 38% pour les revenus qui excèdent 180 000 DH par an
-



Mesures d'accompagnement des petites entreprises

- ❑ Organisation des structures par type de contribuables (grandes entreprises, PME, professionnels et particuliers) ;
 - ❑ Simplification des procédures et des formalités administratives ;
 - ❑ Amélioration des bureaux d'accueil ;
 - ❑ Mise en place des services en ligne (télédéclarations et les télépaiements...)
 - ❑ Assistance des contribuables par les centres de gestion de comptabilité agréés
-



Mesures d'accompagnement des petites entreprises

- ❑ Exonération, de la TVA, les petits fabricants et les petits prestataires de services dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500.000 DH et les commerçants détaillants, dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 2.000.000 DH : gains en termes de charge fiscale et administrative
 - ❑ Baisse du barème de l'IR en 2009 et 2010
-



Poids de l'informel et ses conséquences

Le FMI évalue la taille du secteur informel à **44%** du PIB au Maroc sur la base de chiffres de 2008. L'informel est une préoccupation constante des pouvoirs publics :

- Il est responsable de la perte de recettes pour le budget de l'État ;
 - Il participe au maintien des taux d'imposition élevés sur les unités organisées ;
 - Il porte atteinte au principe d'équité fiscale ;
 - Il participe au maintien d'une concurrence déloyale.
-



Politique mise œuvre pour intégrer l'informel dans l'économie organisée

Des mesures ont été adoptées dans le cadre de la loi de finances pour 2011. Il s'agit notamment :

- du taux d'IS de 15% pour les TPE (106 000 sociétés concernées)
 - de la transformation de la personne physique en société **sans incidence fiscale**
 - de l'intégration des activités exercées dans l'informel **sans taxation des revenus réalisés avant la date de leur identification**
 - de la catégorisation des entreprises
 - de l'introduction de la vérification ponctuelle
-



Consolidation de l'équité fiscale en améliorant le civisme fiscal

- Favoriser des relations de confiance fondées sur la transparence et le partenariat (charte du contribuable vérifié, actions de communication..)
 - Favoriser la synergie en prévoyant des contrôles conjoints et un échange automatique d'informations entre les administrations publiques (Administration des douanes et des impôts indirects, Office des Changes, Caisse Nationale de Sécurité Sociale)
-